

BUDGET PRINCIPAL

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : 2026181 avec 0 pièce(s) jointe(s)
Date de décision : 28/09/2026
Objet : CONSTITUTION DE PARTIE CIVILE PROTECTION FONCTIONNELLE

Nature : Délibérations
Matière : Institutions et vie politique - Decision d ester en justice
Date de télétransmission : 12/10/2026 Agent de transmission : AUTOMATE
Acte : 2026=181 Constitution de partie civile = protection fonctionnelle.pdf
Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE
DEPARTEMENT 031

Identifiant de l'acte : 031-283100014-20260928-2026181-DE
Date de réception de l'acte par la Préfecture : 12/10/2026

DU BUREAU DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SERVICE DÉPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Présents :	4
Représentés :	0
Excusés :	1
QUORUM	3

SÉANCE DU 28 SEPTEMBRE 2026

L'an deux mille vingt-six, au jour du vingt-huit septembre à quatorze heures et trente minutes, le bureau du conseil d'administration s'est réuni au service départemental d'incendie et de secours, sur convocation de son président, Monsieur Gilbert HÉBRARD en date du 21 septembre 2026.

Étaient présents : HEBRARD Gilbert, BAYLAC Sandrine, LLORCA Jean-Louis, PEIRO-FOURNIER Marielle

Étaient excusés : POUMIROL Emilienne

OBJET : Constitution de partie civile - protection fonctionnelle

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment l'article L1424-30 ;
Vu le code général de la fonction publique, notamment les articles L134-1, L134-5 et suivants ;
Vu le code de la sécurité intérieure, notamment l'article L113-1 ;
Vu le code de procédure pénale notamment l'article 418 et suivants ;
Vu le code pénal ;

Considérant que :

- En date du 12 septembre 2026, le service départemental d'incendie et de secours de la Haute-Garonne réceptionne un appel pour un secours à personne à domicile sur la commune de Portet-sur-Garonne.
- Arrivés sur les lieux, les sapeurs-pompiers prennent en charge la victime en présence du mari et de la fille. Dans un second temps, le fils entre dans l'habitation. Se montrant très virulent, il demande la raison de la présence des secours. Il lui est demandé par le conducteur pour le bien de la victime de se calmer. C'est alors qu'il l'insulte et le menace de mort plusieurs fois.

Au regard du contexte, la demande des forces de l'ordre est réalisée par le chef d'agrès.

Le fils descend alors au rez-de-chaussée où il endommage la baie vitrée du salon par colère avant de sortir dans la rue. Il revient, accompagné de son père, et continue à proférer des menaces.

Dans le même temps, les sapeurs-pompiers se dirigent vers l'ambulance pour réaliser l'évacuation de la victime. Mais cette fois le mari s'y oppose.

D'autres membres de la famille arrivés dans l'intervalle s'imposent sur cette prise en charge et indiquent à la fille de monter dans l'ambulance pour accompagner sa mère. Le mari s'y oppose une nouvelle fois en disant à sa fille que les pompiers sont des « pédophiles ».

Au regard de ces éléments, un dépôt de plainte a été réalisé au commissariat.

12 OCT. 2026

Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le....., identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

secretariatdir@sdis31.fr • www.sdis31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex

ENTENDU le rapport de Madame Nathalie PEREZ,

APRÈS en avoir délibéré,

Les membres du bureau du conseil d'administration, à l'unanimité,

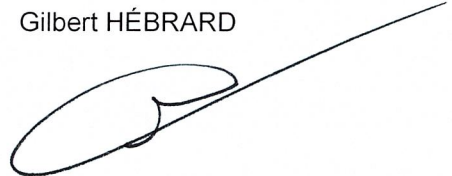
CONFIRMENT au-delà de la protection fonctionnelle accordée à l'agent, la constitution de partie civile du SDIS à ses côtés.

AUTORISENT la prise en charge de ce dossier ;

DÉSIGNENT le cabinet CATALA sis rue Alsace Lorraine à Toulouse pour la défense des intérêts de l'entier dossier.

Le Président du conseil d'administration
du service départemental d'incendie et de secours
de la Haute-Garonne,

Gilbert HÉBRARD



12 OCT. 2026

Transmis en Préfecture, affiché et certifié exécutoire le....., identifiant de la délibération

Cette délibération sera publiée dans le prochain recueil des actes administratifs du SDIS Haute-Garonne

La présente décision peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Toulouse, dans un délai de deux mois, à compter de sa date de notification et de publication.

secretariatdir@sdis31.fr • www.sdis31.fr

49, chemin de l'Armurié
CS 80123 • 31772 Colomiers Cedex